

LA TIERS-CULTURE. RÉFLEXIONS SUR LES MUTATIONS CULTURELLES AU MAROC

Abdesselam CHEDDADI*

Le Tiers-Etat en Occident a émergé à l'aube de la formation de la bourgeoisie et du système capitaliste. Il recelait ce qui allait être pour plusieurs siècles le « moteur de l'histoire ». Quand il obtient sa place au soleil, le paysage est radicalement transformé : l'ancien ordre est aboli, de nouvelles classes, de nouvelles valeurs, de nouveaux rapports de force apparaissent. Mais avant cela, une série ininterrompue d'émeutes, de révoltes, de révolutions. Après avoir été traitée comme la cinquième roue de la charrette, l'humanité méprisée du peuple des villes et des masses paysannes absorbe, transfigurée, la société toute entière et instaure un ordre humain fondé sur les principes de liberté et d'égalité.

On a parfois rêvé pour le Tiers-Monde un sort similaire. Les peuples du Tiers-Monde ne sont-ils pas, au mépris des valeurs mêmes de ce nouvel ordre occidental, des laissés pour compte exploités et asservis ? L'avenir du monde n'est-il pas suspendu fondamentalement au perfectionnement des principes d'égalité et de liberté que seuls pourront accomplir les masses d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine privées de liberté et maintenues dans la misère ? A moins d'une extermination physique à grande échelle, le Tiers-Monde avec les trois quarts de la population mondiale (les quatre cinquièmes en l'an 2000) a et aura pour lui le nombre et, de ce fait, représente une force potentielle incontestable. Il vit sur un espace bien plus vaste que celui de l'Occident (les deux tiers des terres émergées), pas moins riche et peut, par conséquent, développer une puissance économique redoutable. Il a derrière lui une très grande variété de civilisations qui peuvent être pour les hommes une source inépuisable de créativité spirituelle, artistique, scientifique, technique.

Cependant, le parallèle entre l'ancien Tiers-Etat européen et le Tiers-Monde est, à l'évidence, inadéquat. D'abord, pour des raisons de nature et d'échelle. Le Tiers-Etat dans chacune des sociétés occidentales en était partie intégrante. Les révolutions s'étaient faites à l'intérieur des frontières de chaque nation. La société occidentale, prise comme un tout avait des structures sociales relativement homogènes et le Tiers-Etat partout a pu y évoluer à peu près de la même façon, bien qu'à des rythmes plus ou moins rapides. Cette évolution elle-même, et c'est peut-être le point le plus important, avait été soutenue par la création d'une culture commune,

* Enseignant-chercheur. Université de Rabat.

englobant l'idéologie, l'économie, la politique, la science, la technique. Or, le Tiers-Monde apparaît plutôt comme un être de bric et de broc. Il ne s'agit pas d'une entité dynamique, mais d'une couverture lâche et sans aucun lien organique avec ce qu'elle enveloppe. Car s'il peut arborer une identité, c'est celle qu'il tient de la misère et de la servitude qui opposent les pays hétéroclites qui en font partie à l'Occident. Contrairement au Tiers-Etat européen dans sa phase ascendante, il ne s'accompagne d'aucun mouvement culturel créateur. C'est même l'inverse qui le caractérise : le chaos culturel. Une autre raison encore empêcherait de soutenir le parallèle : le destin des élites tiers-mondistes qui semblent n'avoir d'autre choix que la trahison ou la mort. L'attraction de la richesse, du bien-être et des valeurs occidentales est irrésistible pour une large majorité de ceux qui, dans le Tiers-Monde, parviennent au pouvoir d'une façon ou d'une autre. Ceux qui, jusqu'à ce jour, ont été tentés par l'utopie d'une voie non occidentale ont été ou marginalisés ou liquidés.

Les émeutes, les révoltes, les guerres locales ou régionales anti-colonialistes ou anti-impérialistes jalonnent toute l'histoire récente des pays du Tiers-Monde. Mais une révolution unitaire de celui-ci est-elle possible ? Est-elle même pensable ? Peut-être que malgré tout, le Tiers-Monde est-il l'avenir du monde comme l'avait été autrefois le Tiers-Etat européen. Mais s'il doit l'être un jour, il le sera sûrement d'une façon qu'il serait vain de chercher à définir aujourd'hui. Ce qui est plus urgent, c'est de comprendre les mécanismes qui le maintiennent dans la servitude, l'exploitation et la misère plusieurs décennies après la décolonisation. L'action en vue d'un nouvel ordre mondial s'ensuivra.

Or, il apparaît clairement qu'au centre de ces mécanismes, il y a la question culturelle. Disposant des hommes, de la terre, des richesses naturelles, les pays du Tiers-Monde sont incapables de faire valoir pleinement leurs potentialités sur un marché planétaire qui ne fait pas de quartier. Pour faire face à des concurrents impitoyables, il leur faut parvenir au même niveau de mobilisation technique des richesses et de mobilisation sociale des hommes. En effet, la culture moderne n'est rien d'autre que cette double mobilisation : elle en est à la fois le moteur et l'expression. Dans les pays du Tiers-Monde, elle subit de multiples blocages.

J'appellerai cette culture bloquée du Tiers-Monde la Tiers-culture. Coïncée entre des formes dégradées de différentes cultures pré-industrielles et de modèles tronqués de la culture industrielle, elle exprime l'état d'exploitation et de servitude des peuples du Tiers-Monde.

La Tiers-culture a été peu étudiée comme telle dans sa logique interne et dans ses rapports avec la culture industrielle. Son extrême diversité et son hétérogénéité rendraient vaine toute tentative de l'appréhender comme un objet unifié. Mais pour saisir la logique d'ensemble qui l'oppose à la culture industrielle, un comparatisme rigoureux mené sur la base de modèles « représentatifs » pourrait être éclairant. Malheureusement on ne dispose actuellement que de peu de travaux dans ce sens. Les recherches sur le « sous-développement » s'intéressent presque exclusivement à l'aspect économique. L'anthropologie ou la sociologie se cantonnent

le plus souvent dans d'étroites monographies. Les statistiques mondiales de l'Unesco, les plus aptes à fournir des informations sur l'état de la culture dans le monde, se limitent à des données sans doute très utiles mais encore trop globales comme celles sur l'analphabétisme, la scolarisation, les postes de TV et de radio. Sur la production des biens culturels, le marché mondial de la culture, les flux d'échanges dans ce domaine entre pays industriels et pays du Tiers-Monde, on trouve peu de choses. Mais ce sont surtout les études sur les structures et le fonctionnement de la Tiers-culture qui font cruellement défaut. Une telle situation n'est pas sans signification, et il serait sans doute fort utile de l'avoir présente à l'esprit quand on examine les rapports entre Tiers-culture et culture industrielle.

Le cas du Maroc

Ces considérations d'ensemble étaient nécessaires pour présenter un cas particulier, celui du Maroc. Tout d'abord, une première vue d'ensemble. Arabo-berbère et islamique, la culture marocaine vit dans l'illusion d'une continuité immédiate avec ses racines et son passé : profondément pénétrée du mode de vie et de la culture occidentale, elle refuse de se reconnaître comme simplement moderne et est toujours prête à protester de sa marocanité, sinon de son arabité et de son islamité. Sa relation à l'universel est essentiellement ambiguë, rejoignant la position des pays arabo-islamiques en général. D'un côté, un vif désir de paraître sur la scène mondiale, de l'autre, un mode de penser et un langage autrefois universels mais aujourd'hui impuissants à faire leurs preuves face à la culture industrielle. Cette triple illusion : face à son passé, à ses adversaires et concurrents, à sa position dans le monde, contribue à la figer dans une situation à la fois stérile et dépendante.

Plus de trois décennies après la décolonisation, le Maroc dépend à plus de 90 % de l'étranger pour les produits culturels qu'il consomme (livres, programmes de TV, films cinématographiques et vidéo, etc.). La production culturelle locale, cantonnée dans les ouvrages à caractère littéraire, de vulgarisation juridique ou économique, et les manuels scolaires, est d'usage strictement interne et reste extrêmement faible. Selon des statistiques de 1980, le Maroc importait de la France pour 41 975 000 F de livres et exportait vers la France pour 1 427 000 F de livres. Le chiffre des importations est à multiplier par dix aujourd'hui, sans que les exportations aient subi de notables modifications. On sait par ailleurs que la dépendance technologique et scientifique du Maroc est totale.

Si nous voulons à ce stade caractériser la culture marocaine, nous pourrions risquer cette formule : concernant la majorité de la population à l'exception de quelques franges marginales, c'est une culture illusionnée sur elle-même, stérile et dépendante, dont la présence sur le marché mondial des biens culturels est quasi nulle. Comme ses richesses naturelles et son paysage, l'histoire présente et passée du Maroc sont exploitées comme matériaux bruts par l'étranger et en partie reversées sur le marché marocain.

Comment s'explique cette situation? Quels sont les mécanismes qui y ont conduit? Quelles en sont la signification et les conséquences? On peut tenter de répondre à ces questions en replaçant le cas du Maroc dans le contexte général de l'évolution récente du monde moderne d'un côté, et de l'autre, en analysant la politique culturelle du Maroc pendant l'époque coloniale et depuis l'indépendance.

La culture dans la société industrielle

Pour ce qui est de l'évolution récente du monde, je m'appuierai sur la théorie d'Ernest Gellner, un philosophe et anthropologue anglais qui connaît bien le Maroc et le monde de l'Islam. Cette théorie est exposée dans plusieurs de ses livres, et notamment dans *Nations and Nationalism* (1983) et *Plough, Sword and Book. The Structure of Human History* (1988).

Très schématiquement, l'histoire de l'humanité selon le modèle gellnérien comprend trois phases, dont la deuxième est la période agraire et la troisième l'époque industrielle. Gellner pose un premier postulat auquel il est difficile de ne pas souscrire, parce qu'il part d'un état de fait : après les nations occidentales « l'humanité est irréversiblement engagée sur la voie de la société industrielle » (Gellner, 1989, 63). Seule la société industrielle est en mesure d'assurer la survie de la planète, et un retour vers la société agraire est tout bonnement impossible, car il condamnerait la plus grande partie de l'humanité à mourir de faim. Le deuxième postulat est que le passage à l'âge industriel s'accompagne de la formation des nations. Il s'agit là aussi d'un constat. A l'inverse de la société agraire où les configurations politiques et culturelles entretiennent des relations ambiguës et complexes, le monde de la société industrielle se présente comme une composition faite d'entités politiques et culturelles aux frontières nettement délimitées, sans aucune ambiguïté ni chevauchement. Mais la nécessité d'une telle organisation du monde en nations n'apparaît très évidente ni en tant que fait présent ni surtout en tant que perspective d'avenir. Tout l'effort de Gellner va consister à en faire la démonstration.

La nation dans son sens moderne, affirme-t-il, contrairement à l'illusion nationaliste qui veut en faire une essence éternelle, est une création de la société industrielle. Dans son expansion, le processus d'industrialisation produit le nationalisme, qui est l'expression d'une nécessité interne de la société industrielle. Les conditions de son émergence peuvent être résumées ainsi :

- L'âge industriel exige une organisation sur le double principe de la cohérence et de l'efficacité. Cela implique la création d'un espace conceptuel où règne (du moins idéalement) un seul langage, une seule logique.

- L'âge industriel exige d'autre part une croissance perpétuelle à la fois de la connaissance et de la production économique. Cela n'est possible que si le monde est conçu comme homogène, soumis à des lois systématiques, ouvert à une exploration sans limite.

- La société industrielle connaît une division du travail très complexe; elle est extrêmement mobile et changeante. Cette complexité et cette mobilité imposent un système d'éducation virtuellement ouvert à

tous, dispensant une formation générale très poussée comme condition de base pour toute spécialisation ultérieure et pour les reconversions de plus en plus fréquentes au cours d'une vie d'adulte. Un tel système, trop vaste et trop onéreux, ne peut être entretenu que par l'Etat.

Tous ces éléments se rejoignent pour faire de la formule : une culture, un Etat, une condition majeure de l'existence des nations modernes. Mais il est évident que les nations qui existent aujourd'hui dans le monde ne sont pas toutes fondées sur cette base égale. Si la révolution industrielle s'est définitivement imposée dans le monde, si aucun retour vers l'âge agraire n'est plus désormais possible, le degré de réalisation de cette révolution n'est pas partout le même. Cette inégalité est une cause de force pour les uns, de faiblesse pour les autres ; et dans un monde où c'est toujours la loi implacable du plus fort qui joue, les nations encore peu avancées dans le processus de la révolution industrielle subissent la domination de celles qui sont les plus avancées.

Gellner nous propose donc à la fois une analyse de la société industrielle et un schéma d'évolution de notre monde, entré dans l'âge industriel. Son modèle, très séduisant et difficile à ne pas suivre sur beaucoup de points appelle cependant toutes sortes de remarques. Je me limiterai à celles qui concernent directement la situation dans le Tiers-Monde et le problème de la Tiers-culture.

On doit concéder que l'ordre mondial n'est possible aujourd'hui qu'au prix de l'existence des nations et des nationalismes. La nation apparaît comme l'entité minimale garantissant une existence politique stable face à d'autres entités construites sur des principes similaires, en premier lieu celui de la congruence des frontières politiques et culturelles. C'est la leçon qu'on peut tirer de deux siècles d'histoire européenne, du mouvement de décolonisation du Tiers-Monde et tout récemment encore, de la désintégration du système socialiste. La domination politique et militaire directe paraît désormais un phénomène banni de l'histoire. Et de fait, nous assistons aux derniers coups de balais pour nettoyer la terre de cette forme de domination.

Mais dans ces conditions, sur quelles bases s'organisent les relations entre les nations qui forment le nouveau monde ? A cette question, le modèle gellnérien ne donne pas de réponse très claire. On peut même lui reprocher de garder le silence au sujet des aspects économiques, universellement mis en avant depuis l'apparition de la théorie marxiste. Toutefois, son intérêt majeur est peut-être d'avoir justement déplacé l'accent de l'aspect économique à l'aspect culturel. Ce qui semble désormais commander les relations entre les nations, c'est avant tout leur degré de réalisation des exigences culturelles de l'industrialisation. Le culturel ne doit plus être conçu comme un simple cheval de Troie de la pénétration économique et militaire, comme ce fut effectivement le cas au XIX^e siècle et au cours de la première moitié du XX^e. La domination culturelle devient la forme la plus puissante de domination. Le politique et le militaire ne sont là que pour l'encadrer, aussi discrètement que possible, et maintenir l'ordre en cas de besoin. La faiblesse des pays pétroliers qui ont accumulé

un capital financier fabuleux et se sont encombrés d'énormes équipements industriels clés en main illustre assez bien cette réalité.

Qu'est-ce qui empêche les pays du Tiers-Monde d'assimiler complètement la culture industrielle? En quoi les pays industrialisés occidentaux sont-ils responsables du « retard » du Tiers-Monde? Le problème est sûrement très complexe et comporte des aspects extrêmement divers : les résistances des anciennes structures sociales, des valeurs et des mentalités traditionnelles ; la faiblesse des moyens économiques, les aléas politiques en rapport avec la formation des nouveaux Etats centralisés ; l'égoïsme et l'appétit effréné des élites ; les difficultés inhérentes à l'adoption et à l'assimilation de normes et de principes culturels étrangers. Mais il y a surtout une inégalité culturelle de fait qui, intrinsèquement, profite au plus fort. C'est la gestion de cette inégalité, de part et d'autre, qu'il faut maintenant examiner. Je le ferai à partir du cas marocain.

La gestion de l'inégalité culturelle

Lorsqu'on examine avec du recul la situation du Maroc à la veille de la colonisation française, on s'aperçoit que les causes profondes de la faiblesse marocaine étaient avant tout de nature culturelle. Face à la puissance économique et militaire européenne, le Maroc tente de réagir dès la fin des années 1820 avec Moulay 'Abd ar-Rahmân, puis avec Muhammad IV et Hassan I^{er} (Miège, 1962, III). Les réformes qu'ils entreprennent concernent aussi bien la réorganisation de l'armée et de l'administration que la rénovation des activités économiques avec des projets tels que la construction de chemins de fer, l'amélioration des ports, la fabrication des armes, le développement de certains secteurs agricoles pour lesquels le Maroc était tributaire de l'étranger. Mais toutes les réformes ont été vouées à l'échec à cause d'un milieu culturel rivé à des valeurs sociales, éthiques et religieuses à l'antipode de celles de l'Occident. Un pouvoir central et des centres urbains faibles, une structure sociale essentiellement tribale, une culture peu préparée à accepter les révisions et les remises en cause radicales que nécessitait la situation ont rendu inefficaces et dramatiquement absurdes toutes les tentatives de résistance à la pénétration coloniale. Le Japon, qui s'est ouvert à la même époque à la culture occidentale et a su rapidement l'assimiler, présente un contre exemple frappant.

Le Maroc était d'une certaine manière conscient de cette énorme inégalité. On le voit par exemple dans les réflexions désabusées et pessimistes de l'historien an-Nâsiri à propos de « la faiblesse du Maroc et de l'extrême puissance de ses ennemis ». « Cela, dit-il, nous interdit de leur déclarer la guerre car la résistance et l'opposition n'ont de sens qu'entre des éléments opposés ou similaires, et non entre des éléments de nature différente ». (*Istiqsâ*, IX, 190). On a là, déjà à l'aube de la colonisation, les principaux facteurs de ce que seront la stratégie de domination coloniale d'une part, et les réactions nationalistes, de l'autre. Telle qu'on peut la reconstituer après coup, la politique coloniale va d'abord consister à dresser devant

les Marocains toutes les barrières possibles pour les empêcher d'avoir un accès réel à la culture industrielle. Mandatés pour « moderniser » le Maroc, les Français ne pensent qu'à l'exploiter à leur profit exclusif. L'enseignement qu'ils organisent pour les Marocains a pour but de former des techniciens pour leur industrie et leur agriculture ou des fonctionnaires subalternes pour leur administration. Après plus de quarante ans de présence française, il y a au Maroc en 1955 19 médecins musulmans et 17 israélites, 6 pharmaciens musulmans et 11 israélites, 15 ingénieurs pour chacune des deux confessions, 165 cadres supérieurs de l'administration. Il n'y a ni enseignant supérieur ni recherche. Il n'y a aucun organisme scientifique ou littéraire de réflexion à l'échelle nationale, telles qu'académies ou autres. Le réseau des bibliothèques est extrêmement faible et la Bibliothèque Générale de Rabat est presque exclusivement orientée vers les études coloniales et historiques. Les éléments pratiques et techniques de la culture industrielle sont dispensés, mais au plus bas niveau d'exécution, dissociés de la formation et du cadre institutionnel qui permettent de les penser et de les faire évoluer. Le système éducatif réservé aux Marocains est donc une sorte de monstre sans tête.

En outre, le système est construit sur une base discriminatoire et dualiste. Les Français et les Européens ont leurs établissements et leurs programmes d'enseignement à part. Pour les Marocains, on institue des distinctions et des barrières entre la maigre bourgeoisie citadine et le peuple, les Arabes et les Berbères, les musulmans et les juifs. Le système fonctionne selon une opposition fondamentale entre culture française et culture marocaine arabo-musulmane. L'enseignement traditionnel marocain, avec la Qarawiyn de Fès, les médersas et les écoles coraniques disséminées à travers tout le pays est maintenu dans une forme figée. A l'intérieur même du système moderne, la dualité est entretenue : le programme accordé à la culture marocaine est réduit à la portion congrue ; il garde un contenu archaïque et est confié à des maîtres et à des professeurs peu formés aux méthodes pédagogiques modernes. La culture marocaine est d'ailleurs l'objet d'une double manipulation : d'une part, étudiée pour la bonne information du colonisateur, elle est représentée aux Marocains de telle sorte qu'elle leur inspire le mépris d'eux-mêmes et l'admiration de la culture occidentale à laquelle on la mesure en permanence. D'autre part, elle est soumise à un triple procédé de séparation, de cloisonnement et de folklorisation : physiquement, la culture marocaine est soigneusement tenue à distance de la culture française ; les clivages culturels entre Arabes et Berbères, entre formes de religiosité rurale et citadine sont revivifiés et renforcés ; la musique, la danse, les rituels sont souvent retirés de leurs contextes, transformés en spectacles et arrêtés dans leur évolution, de même que l'artisanat.

Nous avons vu que le système d'éducation dans la société industrielle est ouvert à tous, par principe non discriminatoire, dispensant une formation générale prolongée et large, soutenu par un esprit de recherche et d'analyse toujours en éveil et par des institutions de recherche développées et de haut niveau et qu'il doit d'une part, assurer l'homogénéité

et l'unité culturelle de la nation, d'autre part sa mobilité sociale. Homogénéité et mobilité sont les conditions nécessaires pour la réalisation de l'objectif de croissance constante et soutenue de l'économie et de la science, inhérent à la société industrielle. Le système d'éducation mis en place par les autorités coloniales au Maroc apparaît comme une caricature de ce modèle. Il multiplie les cloisonnements, les fragmentations et les fractures; il interdit la mobilité; il étouffe toute possibilité d'ouverture et d'évolution.

Les nationalistes marocains ne s'y sont pas trompés. Les réactions exprimées dès les années vingt par des hommes tels qu'Abû Shu'ayb ad-Dukkâli ou Muhammad Ibn al-'Abi al-Alawî mettent en avant une idéologie unitaire autour de l'islam réformiste néo-salafiste et, surtout avec al-'Alawi, un désir d'ouverture à la vie moderne. Contre le fractionnement appuyé sur l'opposition entre Islam rural et Islam urbain, un Islam purifié par le retour à ses principes originels; contre la tentative de figer la culture islamique dans une forme archaïque, l'appel à l'adaptation et à la rénovation de la pensée musulmane sur la base du principe « d'utilité publique » (al-Jâbrî, 1984, 26-32). Les « Revendications du peuple marocain » formulées par le Comité d'action marocain en 1934 approfondissent cette tendance. Le comité proteste contre la politique d'enseignement colonial « qui ne s'est pas préoccupée de faire progresser le peuple marocain au point de vue scientifique » et exige l'accélération de la modernisation du Maroc dans tous les domaines, tout en respectant son identité culturelle. Il demande la généralisation de l'enseignement et l'octroi à la langue arabe de la place qu'elle mérite en tant que langue nationale (*Idem*, 33-38). La France oppose à ces revendications un refus catégorique et jusqu'à la veille de l'indépendance elle n'assouplit que très peu sa position. Les nationalistes marocains ont donc très tôt mis le doigt sur les ressorts cruciaux de la domination coloniale, mais parallèlement, on peut dire rétrospectivement que la France, comme les autres puissances coloniales, ont compris peu à peu que leur présence physique dans les pays dominés ne leur était plus tout à fait indispensable.

Quand dans la société industrielle il existe un clivage entre ceux qui ont le pouvoir et ceux qui ne l'ont pas, et qu'en outre, ceux qui détiennent le pouvoir ont seuls accès au type d'éducation et de formation qui les préparent à la vie nouvelle, il y a de fortes chances pour que cela aboutisse à une révolution prolétarienne. Cette situation a caractérisé les premières phases de l'industrialisme. Les mouvements révolutionnaires ininterrompus en Europe ont, par la suite, permis malgré la persistance d'une répartition inégale du pouvoir de réduire considérablement les écarts dans les domaines de la culture, de l'éducation et du mode de vie. La situation dans les pays colonisés rappelle très bien celle des pays européens au début de l'industrialisme, avec une opposition encore plus accusée entre ceux qui ont à la fois le pouvoir et l'éducation et ceux qui ne possèdent ni l'un ni l'autre. Elle est encore plus explosive parce qu'aux clivages politiques et économiques s'ajoutent des clivages ethniques, culturels et territoriaux. Le nationalisme qui l'exprime est un phénomène naturel et inéductible de la société industrielle. Mais à cause de ces clivages sup-

plémentaires il est entouré d'une extraordinaire ambiguïté. Le combat anti-colonial en effet ne se présente pas seulement comme celui des masses spoliées économiquement et culturellement, mais oubliant souvent cette dimension fondamentale, il se donne surtout pour celui d'un peuple, d'une nation, d'une culture, voire d'une foi privés de liberté. Le désengagement colonial peut alors donner l'illusion d'une libération, ce qui est peut-être le plus grand leurre qu'ait jamais connu l'histoire humaine.

Le Maroc signe son indépendance, doté d'un triple héritage : un Etat centralisé, un appareil de production et une culture modernes. L'ordre ancien, les structures sociales et les valeurs traditionnelles sont irrémédiablement brisés. Cependant, politiquement, les Marocains, à peine sortis de l'organisation tribale, maintenus à l'écart de la vie politique pendant près d'un demi siècle, ne sont pas préparés à jouer pleinement leur rôle dans un système politique moderne basé sur la représentation démocratique, la libre expression, le débat public, la responsabilité et le sens civique. L'infrastructure et l'appareil économique modernes leur sont complètement étrangers, car ils n'y ont représenté jusque là que le dernier rouage, celui d'une main-d'œuvre pas ou peu qualifiée. Enfin, la culture moderne qui leur est léguée est tronquée, structurellement bloquée dans son évolution et mise en opposition avec leur propre culture, par ailleurs figée et déformée. L'hypocrisie de la fameuse formule d'Edgard Faure : « l'indépendance dans l'interdépendance » est évidente et, sans doute, dès cette époque, personne ne s'y trompe. La méprise est ailleurs.

Elle est dans l'appréciation de la *dépendance*. Il était clair que ni l'Etat, ni la production, ni culture légués au Maroc ne pouvaient se passer de l'aide de l'ancien colonisateur. Mais quelle était la nature exacte de cette dépendance au-delà de ses manifestations apparentes ? Avec le recul, nous pouvons constater aujourd'hui que cette question n'avait même pas été posée. En fait, il n'y avait ni les structures ni les hommes pour *penser* la situation. Les hommes politiques, comme c'est normal, étaient préoccupés par l'action immédiate. Et, comme on l'a vu, la puissance coloniale s'était bien gardée de favoriser la formation d'une classe d'intellectuels. Deux ou trois écrivains, une poignée de jeunes diplômés de droit ou de lettres, quelques ingénieurs et peut-être encore quelques jeunes scientifiques, voilà à quoi se réduisait l'intelligentsia marocaine moderne. Plus grave : tous ces gens flottaient dans un désert culturel. Pas de recherche, pas de presse, pas d'édition, et 90 % de la population analphabète. Voilà la société moderne clés en mains léguée par le colonisateur. C'était le gage d'une dépendance *ad eternam*, à moins d'une réaction vigoureuse, de longue haleine, menée avec courage, détermination et rigueur. Une telle réaction n'a pas eu lieu et le Maroc moderne n'a fait que traîner depuis plus de trente ans, peut-être même en l'aggravant, ce handicap congénital.

Les illusions de l'indépendance étaient littéralement aveuglantes. En fait, au lieu de la liberté et de l'autonomie, le désengagement colonial scellait l'aliénation structurelle et organique des anciennes colonies. Il marquait la fin des civilisations pré-industrielles en tant que civilisations capables de soutenir des sociétés viables et l'achèvement de l'implantation

dans toutes les parties du monde non-occidental de conditions économiques, techniques et culturelles minimales pour garantir le libre fonctionnement du marché capitaliste mondial. Ce qui assurait cette aliénation, ce n'était ni la force ni le capital, mais l'inégalité culturelle.

Rappelons-nous la stratégie coloniale en matière culturelle : fractionner, cloisonner au lieu d'homogénéiser ; figer la majorité des colonisés dans un rôle d'exécutants au lieu de favoriser les facteurs de mobilité sociale. Au service de cette stratégie, un système d'éducation acéphale, privé des structures de formation supérieure et de recherche, l'opposition rigide et systématique entre culture occidentale et culture arabo-islamique, et une politique de la langue brimant la langue nationale et favorisant l'apprentissage restreint et purement pratique de la langue française.

Pour neutraliser les effets d'une telle stratégie et passer ensuite à une phase d'édification, les tâches à accomplir étaient claires et d'ailleurs assez bien discernées par le mouvement nationaliste. J'en rappelle les cinq principales :

1. Repenser le rapport à soi d'une part, à la culture industrielle et à l'Occident, de l'autre.

2. Edifier un système d'éducation et de formation capable d'assurer l'homogénéité culturelle et la mobilité sociale.

3. En amont de ce système éducatif, créer et entretenir les organismes et les institutions de recherche chargés d'un côté, de suivre l'évolution scientifique et d'apporter en permanence l'oxygène nécessaire à l'éducation et à la production, et de l'autre, d'entretenir avec le passé marocain et arabo-musulman, ainsi qu'avec les autres cultures du monde des rapports ouverts et créateurs, et de penser le présent en vue à la fois de l'action et des loisirs.

4. Créer une infrastructure culturelle qui complète le système éducatif, favorise l'enrichissement culturel des individus, développe leur capacité d'expression et de créativité. Cette infrastructure est comme une caisse de résonance de la vie intellectuelle et spirituelle de la société, le lieu d'expression de ses problèmes et difficultés, comme de ses élans de création et de dépassement. Elle permet la formation d'une opinion publique, du sens critique, du jugement et du goût, et en fin de compte, l'autonomie de pensée et la liberté de création.

5. Préparer les conditions du développement d'un marché culturel intérieur et d'exportation des produits culturels. Cette tâche est évidemment liée aux précédentes, et notamment à l'édification du système d'éducation et à la mise en place de l'infrastructure culturelle. Elle doit être renforcée par un travail incessant de lutte contre l'analphabétisme et d'élévation du niveau culturel.

Pendant l'époque coloniale, on avait vécu dans une sorte d'évidence selon laquelle la civilisation moderne est avant tout occidentale, que l'Occident est en droit d'en réclamer la paternité et la propriété et que les autres pays et nations du monde doivent voir en elle quelque chose d'étranger et de radicalement différent. Cette idée, inculquée à très forte

dose, avait pour corollaire, d'allure également évidente, l'infériorité des autres civilisations. D'où l'admiration de l'Occident et le mépris de soi, avoué ou non, surmonté ou non, qui marque la conscience de toutes les générations des colonisés (Memmi, 1957). Les hommes du Tiers-Monde étaient forcés d'être et de se vivre en tant que modernes, mais en même temps cette modernité leur était refusée comme quelque chose de volé, quelque chose qui fondamentalement ne leur appartenait pas, parce qu'elle est la propriété exclusive de l'Occident. De là découlait encore l'opposition Occident/non-Occident, ambivalente, obsédante.

Il est facile de montrer que l'identification de la civilisation moderne à l'Occident est une pure absurdité. L'accumulation technologique et scientifique qui a précédé l'éclosion de l'industrialisme dans quelques pays d'Europe a de toute évidence profité des civilisations antérieures, celles du Bassin méditerranéen et de l'Afrique, comme celles de l'Inde et de la Chine. Pendant près de cinq siècles, tout au long de son développement, la société industrielle n'a pas cessé de puiser dans les richesses matérielles et humaines du reste de la planète. L'industrialisme n'est pas plus la propriété de l'Europe que la révolution néolithique ne fut celle de la Mésopotamie où elle avait éclos pour la première fois. Sa propagation puis son règne sans partage a signé la mort des civilisations agraires antérieures, à commencer par celle de l'Occident. Orphelins de civilisations appartenant à un passé révolu, nous sommes tous nécessairement des modernes. Mais n'a-t-on pas vu la passion de dominer aller jusqu'à exclure des peuples entiers de l'Histoire, voire de l'Humanité? L'amalgame entre la civilisation moderne et l'Occident fait partie de la panoplie des moyens de domination de l'époque coloniale. En fait, l'Europe a fourni un modèle de l'industrialisme; l'Amérique et le Japon en ont apporté deux autres, et l'avenir nous réserve sans doute bien d'autres modèles. S'il existe, à la base, des traits et des ingrédients fondamentaux de l'industrialisme qui se retrouvent partout, il y a une multiplicité de formes d'incarnation possibles de la société industrielle, liée aux différences entre les peuples.

Mais si les civilisations pré-industrielles sont vouées à la mort, quels rapports devons-nous entretenir avec notre passé et notre culture? A défaut de pouvoir gommer l'histoire du colonisé, la science coloniale la fige dans un temps immobile où passé et présent se touchent et se confondent. Il se crée ainsi l'illusion d'un rapport organique, vivant, immédiat avec le passé. On s'interdit la possibilité de voir avec objectivité les croyances, la religion ou les lois anciennes. On opère nécessairement des simplifications et des réductions pour aboutir à des attitudes de fausse piété ou de creuse gloriole, à des formes folklorisées et répétitives. Cette illusion d'immédiateté avec le passé renforce chez le colonisé le sentiment d'une différence irréductible et le maintient dans la contradiction d'appartenir et de ne pas appartenir à la modernité. Or, pour la conscience moderne, le passé est mort, inefficace en lui-même. C'est à cette condition seulement qu'il peut faire l'objet d'analyse, de décomposition, de mise en série d'éléments en eux-mêmes dépourvus de signification, et ouvrir la possibilité à une infinité de combinaisons et de formes de reconstruction.

Pour entamer le processus vers une autonomie culturelle réelle, il fallait détruire ces deux idées fausses. Il fallait avoir l'audace d'endosser pleinement la modernité, sans restriction et sans réserve, et lutter pour acquérir sa juste place dans le nouvel ordre universel. Il fallait concevoir avec le passé un rapport de type nouveau, qui ne soit pas fondé sur une immédiateté illusoire, mais sur l'étude objective et créative. L'histoire de notre pseudo-indépendance montre que nous sommes allés dans le sens contraire. La confusion au sujet de l'Occident et de la civilisation industrielle reste entière. Pour toute philosophie, nous continuons à vivre sur l'idée simpliste de « prendre le meilleur » chez l'ennemi et de « rejeter ce qui est incompatible avec notre civilisation ». Ainsi, nous nous obstinons à nous situer à l'extérieur de la révolution moderne, au temps présent. Mais nous ne pouvons pas échapper à ses assauts généralisés et nous les subissons d'une façon impuissante et passive. Nous intériorisons la dualité, la séparation. Nous construisons en nous des frontières rigides entre des logiques et des mondes opposés. Comme nous entretenons l'illusion d'un rapport immédiat avec notre civilisation passée, nous ne faisons aucun effort pour renouveler notre point de vue sur elle. Nous nous croyons quittes de nettoyer notre histoire des ombres et des ternissures que les historiens coloniaux avaient tenté d'y imprimer, et nous nous délectons à rappeler notre gloire passée. Nous nous enfermons ainsi de plus en plus dans un soliloque inaudible pour les autres, tout en nous laissant envahir par l'immense profusion des produits culturels occidentaux. Notre dépendance acquiert ainsi des bases inébranlables.

Que dire après cela des autres tâches énumérées ci-dessus ? L'analyse de l'action menée et des résultats atteints, qui serait longue et fastidieuse à faire, nous ramènerait au même type de constat : reconduction aggravée de la dépendance. Je m'arrêterai tout de même sur quelques aspects qui me paraissent les plus graves. Au lendemain de l'indépendance du Maroc, il y avait un consensus national sur ce que devait être le système éducatif. Trois objectifs fondamentaux devaient être atteints dans l'enseignement : unification, arabisation, généralisation. L'unification, proclamée officiellement, fut progressivement tournée de deux façons : en réintroduisant la dualité enseignement moderne/enseignement originel d'une part ; et en poussant, en raison de la baisse de la qualité de l'enseignement public, à un développement intempestif de l'enseignement privé. De même, à cause des restrictions budgétaires et plus encore de la déception des parents des milieux favorisés, la généralisation s'est arrêtée à mi-parcours. Au lieu de procurer à tous une formation générale large et solide, nécessaire à la société moderne, l'enseignement public, fui par tous ceux qui ont les moyens de mettre leurs enfants dans des écoles privées, est devenu – et ce n'est un secret pour personne – un lieu de dressage à la médiocrité.

Mais c'est le problème de l'arabisation qui est le plus dramatique. La langue, la langue écrite, est l'instrument de base de la société moderne. Pour communiquer dans le travail, du simple technicien à l'ingénieur ; pour assurer une administration et une gestion efficaces dans un monde de plus en plus complexe ; pour participer à la vie de la science et de la

technique, qui se situe à une échelle universelle ; enfin, pour être capable de recevoir, d'assimiler et de répondre aux innombrables messages et informations dont chaque individu est bombardé quotidiennement, une bonne connaissance de la langue est indispensable. Ce n'est pas sans raison qu'en Occident la langue occupe la première place dans l'enseignement, du primaire au supérieur, et que des organismes et des institutions de toutes sortes lui sont consacrés. Le fameux concours d'orthographe organisé en France et les multiples programmes de la télévision française qui ont pour centre la langue n'ont pas pour unique motivation l'amusement des Français. Mais qu'est-ce que la langue au Maroc ? Qui s'en occupe ? Qui s'en soucie en dehors des slogans politiques ? Surtout, comment le problème de la langue est-il traité dans le système éducatif ? Je laisse de côté la question de la pluralité des langues au Maroc : l'arabe et ses diverses variantes dialectales, le berbère et ses divers parlers régionaux, le français hérité de la période coloniale. Il mériterait à lui seul un très long développement. La nécessité d'une langue nationale, qui est l'arabe, est admise consensuellement depuis la période de lutte pour l'indépendance. Qu'est ce qui a été fait pour mettre en œuvre cette nécessité ? Après des années d'hésitation, d'oscillation entre une solution et son opposé, aujourd'hui l'enseignement primaire et secondaire sont en totalité arabisés, ainsi que la plus grande partie de l'enseignement supérieur. Cela veut dire quoi ? Une seule et unique chose : les programmes et les manuels ont été traduits du français en arabe. L'enseignement de l'arabe en tant que langue ne bénéficie que depuis peu de temps d'une structure de recherche, encore que très peu étoffée. Presque rien ne vient le renforcer : il n'y a pas de politique de la lecture à l'échelle nationale. Les publications pour enfants sont rares et ne reçoivent aucun encouragement. Il n'existe aucune instance, à l'échelle nationale, pour suivre et contrôler l'évolution de la langue. La littérature n'a pas pu avoir de prise sur la société et n'a qu'une existence fantomatique et marginale. Quant aux matières enseignées en langue arabe, elles se réduisent presque entièrement au contenu des manuels traduits ou adaptés. Un enseignant ou un élève curieux qui voudraient sortir des limites du manuel ne trouveraient presque rien en arabe et devraient, s'ils le peuvent, recourir à des ouvrages écrits dans d'autres langues. En fait, on est entré dans un processus de destruction à la fois de la langue et de la culture. Savoir parler et écrire, disposer d'une culture générale cohérente, être capable d'exprimer une pensée claire deviennent un privilège réservé à une minorité très restreinte. Fait pour favoriser l'homogénéité culturelle et la mobilisation sociale, notre système éducatif fabrique des exclus et élève des barrières entre les groupes sociaux, condamne l'avenir en laissant à l'abandon l'instrument de communication fondamental qu'est la langue.

Avec l'édification d'un enseignement supérieur de qualité, on pouvait espérer en finir avec le caractère acéphale hérité de la période coloniale de notre système éducatif. Cet enseignement devait à la fois fournir les cadres supérieurs à l'Etat et au secteur privé et doter le pays de structures de recherche qui permettraient de suivre l'évolution de la science et de

la technique dans le monde, de contribuer même de façon limitée à la production, et d'aider la société à se penser et à s'adapter à un monde en perpétuel changement. Paradoxalement, l'enseignement supérieur, très prometteur dans les premières années qui ont suivi sa création, est allé en se détériorant. Le double système des grandes écoles et des universités a favorisé les premières un certain temps. La dégradation semble aujourd'hui générale. Les conditions minimales, pédagogiques et matérielles, ne sont plus réunies. La recherche, quant à elle, n'a jamais vraiment pu démarrer, comme si un mauvais génie l'avait condamnée à un éternel piétinement. Pourtant, il y a au Maroc aujourd'hui des milliers de diplômés de valeur dans les différents domaines des sciences exactes et des sciences humaines qui ont achevé leur formation en Europe ou en Amérique. Mais ils trouvent rarement à faire valoir pleinement leurs compétences. L'exode des cerveaux, comme dans d'autres pays du Tiers-Monde, devient chez nous aussi un problème habituel. Un homme qui a du bon sens, s'il est pauvre, préférera aujourd'hui s'abstenir d'envoyer ses enfants à l'école. S'il en a les moyens, il les mettra dans une institution privée et s'il est riche et a de l'influence, il les placera dans un établissement relevant de missions étrangères, française ou américaine. Un employeur honnête qui ne voit que l'intérêt de l'entreprise n'embauchera plus de diplômés issus de l'enseignement supérieur marocain quand il peut se débrouiller autrement. Ces vérités simples, que personne ne peut contester, traduisent mieux que tous les discours et les chiffres la réalité du système d'éducation au Maroc.

Il est inutile de chercher à approfondir davantage. Ce qui a été dit montre assez le genre de mutations qu'a subies la culture marocaine post-coloniale. La colonisation directe, comme nous l'avons vu, avait instauré, pour asseoir sa domination, une culture qui s'opposait point par point à ce que devrait être une culture moderne. Plus de trente années après l'indépendance, le Maroc n'est pas parvenu à se débarrasser des traits principaux de la culture coloniale. L'opposition rigide Occident/Islam, à peine revue, est reconduite sous couleur de fidélité au patrimoine; l'amalgame Occident/modernité n'est guère réinterrogé, l'ambivalence et l'ambiguïté vis-à-vis de la modernité sont pleinement reconduites. Le système d'éducation, pas plus que pendant la période coloniale, ne remplit ses deux fonctions essentielles consistant à favoriser l'homogénéité culturelle et la mobilité sociale. Il est plus que jamais acéphale, en raison de l'échec patent de l'enseignement supérieur et de la recherche. La politique de la langue, essentielle culturellement et socialement, est conduite de telle façon qu'elle aboutira inévitablement, si elle se poursuit sur la même lancée, à une catastrophe nationale sans pareille : la destruction du système même de la langue. La production culturelle est très faible, en grande partie en raison des dimensions réduites du public cultivé ou simplement alphabétisé, alors que le Maroc est largement ouvert aux produits culturels étrangers.

RÉFÉRENCES

- GELLNER, E., 1983, *Nations and Nationalism*, Oxford; trad. fr. *Nations et nationalisme*, Paris, Payot, 1989.
- JABRI, AL-MUHAMMAD-ABID, 1984, Tatawwur al-antilijsaniyâ al-maghribiyya, al-asâla wa-t-tahdîth fil-Maghrib (L'évolution de l'intelligentsia marocaine, authenticité et modernité au Maroc) in *al-Intellijsaniyâ fil-Maghrib al-'arabi* (L'intelligentsia dans le Maghreb arabe) sous la direction de 'Abd al-Qâdir Jaghlûl, Beyrouth.
- MEMMI, A., *Portrait du colonisé, précédé de : Portrait du colonisateur* (réédit.), Paris, Gallimard, 1985.
- MIEGE, J.L., 1962, *Le Maroc et l'Europe, (1830-1894)*, Paris, PUF, 1962.
- NASIRI, A., *al-Istiqsâ*, Casablanca, 1956.